

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - Patrie

REGION DE L'ADAMAOUA

DEPARTEMENT DE LA VINA

COMMUNAUTE URBAINE DE NGAOUNDERE

SECRETARIAT GENERAL

DIVISION DES SERVICES TECHNIQUES

BP : 62 NGAOUNDERE TE L : 22 25 17 99



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace –Work- fatherland

ADAMAWA REGION

VINA DIVISION

NGAOUNDERE CITY COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

TECHNICAL DIVISION

Email : cu_ngaoundere@yahoo.fr

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES AUPRES DU CUN

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 011 /AAONO/CUN/DT/CIPM/DT/2025 DU 14 MAI 2025 POUR LES
TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL DES ROUTES DANS LA VILLE DE
NGAOUNDERE, DEPARTEMENT DE LA VINA, REGION DE L'ADAMAOUA.

Financement : CUN ; EXERCICE 2025

Handwritten signature and date:
14/05/2025

1. Objet

Dans le cadre de la réalisation de l'objectif de l'assainissement pluvial des routes de la Ville de NGAOUNDERE, au titre de l'exercice 2025 le Maire de la Ville de NGAOUNDERE, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de sa Communauté Urbaine, un Appel d'Offres national Ouvert pour la l'assainissement pluvial des routes de la Ville de NGAOUNDERE, Département de la Vina, Région de l'Adamaoua.

2. Consistance des prestations.

L'objectif principal des prestations est l'assainissement pluvial des routes urbain dans la Ville de NGAOUNDERE.

Les prestations consistent en :

- TRAVAUX PRELIMINAIRE ET TERASSEMENT
- CHAUSSEE
- ASSAINISSEMENT – DRAINAGE
- INTERVENTION SUR LES RESEAUX

3. Allotissement/tranche

Le présent Appel d'Offres national Ouvert est constitué en un lot unique. Les prestations s'exécuteront en 1 tranches.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **100 0000 000** (cent millions) FCFA TTC.

5. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maitre d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres national Ouvert est de 180 jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation est ouverte aux entreprises et/ou groupements d'entreprises préqualifiées de droit Camerounais ou étranger, exerçant autant que possible dans le secteur des bâtiments et travaux publics.

7. Financement

Les prestations du présent Appel d'Offres national Ouvert sont financées par le budget de la CUN au titre d'exercice 2025 et suivants.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission pour cette consultation est en ligne ou hors ligne.

9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission timbrée au taux en vigueur conforme au modèle joint à la pièce 13 du DAO accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC), dont le montant s'élève à cinq cent (500 000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au secrétariat du Cabinet du Maire de la Ville de Ngaoundéré, dès publication du présent avis. La version électronique du DAO peut être consultée sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublic.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et celle de l'ARMP.

11. Acquisition du dossier d'appel d'offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Secrétariat du Cabinet du Maire de la Ville de NGAOUNDERE et/ou la Direction Technique, dès publication du présent avis, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de soixante quinze (75 000) francs FCFA payable à la recette de la Communauté Urbaine de Ngaoundéré.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

- Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le17 JUIN 2025 à 13 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre et une copie de l'offre financière avec la mention claire et lisible « Offre témoin » enregistrées sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé déposées au Secrétariat du Maire de la Ville de Ngaoundéré, au plus tard le 17 JUIN 2025 à 13 heures avec la mention :

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° ____/AONO/CUN/DT/CIPM/DT/2025 DU 14 MAI 2025 POUR LES

TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL DES ROUTES DANS LA VILLE DE NGAOUNDERE, DEPARTEMENT DE LA VINA, REGION DE L'ADAMAOUA.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- ▶ 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- ▶ 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- ▶ 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- ▶ Format PDF pour les documents textuels ;
- ▶ JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission conforme au modèle de l'article 9 du présent avis et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps.

L'ouverture des offres administratives, techniques et financières aura lieu le **17 JUIN 2025** à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Communauté Urbaine de Ngaoundéré dans la salle des délibérations de ladite Commission, sise à la Communauté Urbaine.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluations

15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont :

1. L'absence ou non-conformité de la caution de soumission conformément aux textes en vigueur à l'ouverture des plis ;
2. La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);
3. Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
4. Plus d'un critère essentiel non satisfaisant ;
5. De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
6. L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
7. L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
8. Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
9. De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
10. De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
11. L'absence de la quittance d'achat du dao délivrée par la recette municipale
12. CCAP et Cahier des Spécifications Techniques (CST) paraphés sur chaque page et signés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé ».

15.2. Critères essentiels

Les critères porteront sur :

1. La présentation ;
2. Les références de l'entreprise dans les prestations similaires ;
3. La Méthodologie proposée et son adéquation avec les termes de référence ;
4. Les Qualifications et compétences du personnel clé ;
5. Le Chiffre d'affaires et la Solvabilité financière ;
6. Le Matériel.

N.B : Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, (disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante) et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en considérant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant cent vingt (120) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat du Maire de la Ville de Ngaoundéré, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro

Fait à Ngaoundéré, le 14 MAI 2025

Ampliation :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Président CIPM ;
- Affichage ;



Bobbo Salihou

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - Patrie

REGION DE L'ADAMAOUA

DEPARTEMENT DE LA VINA

COMMUNAUTE URBAINE DE NGAOUNDERE

SECRETARIAT GENERAL

DIVISION DES SERVICES TECHNIQUES

BP : 62 NGAOUNDERE TEL : 22 25 17 99



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace –Work- fatherland

ADAMAWA REGION

VINA DIVISION

NGAOUNDERE CITY COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

TECHNICAL DIVISION

Email : cu_ngaoundere@yahoo.fr

INTERNAL PROCUREMENT COMMITTEE OF THE CUN

NOTICE OF OPEN NATIONAL CALL FOR TENDER NO. 011 /AAONO/CUN/DT/CIPM/DT/2025 DATED 14 MAY 2025 FOR STORMWATER TREATMENT WORKS ON ROADS IN THE CITY OF NGAOUNDERE, VINA DEPARTMENT, ADAMAOUA REGION.

Funding: CUN; FISCAL YEAR 2025

1. Purpose

As part of achieving the objective of stormwater drainage for the roads of the City of Ngaoundere, for the 2025 fiscal year, the Mayor of the City of Ngaoundere, the Project Owner, is launching, on behalf of its Urban Community, a National Open Call for Tenders for the stormwater drainage of the City of Ngaoundere, in the Vina Department, Adamaoua Region.

2. Scope of Services

The main objective of the services is the stormwater drainage of urban roads in the City of Ngaoundere.

The services consist of:

- preliminary works and earthworks
- roadway
- sanitation – drainage intervention on networks

3. Lot/Slice

This National Open Call for Tenders consists of a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the project, following preliminary studies, is 40,000,000.

5. Completion Time

The maximum time period set by the Project Owner for the completion of the services covered by this National Open Call for Tenders is 90 calendar days. This period begins on the date of notification of the service order to commence the services.

6. Participation and Origin

Participation is open to prequalified companies and/or groups of companies under Cameroonian or foreign law, operating, as far as possible, in the water and energy sector.

7. Financing

The services provided for this National Open Call for Tenders are financed by the CUN budget for the 2025 fiscal year.

8. Submission Method

The submission method for this consultation is online or offline.

9. Provisional Security

Each bidder must attach to their administrative documents a bid security stamped at the current rate, in accordance with the model attached to Exhibit 13 of the DAO, accompanied by a deposit receipt issued by the Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC), in the amount of four fife thousand (500,000) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial bid validity date.

10. Consultation of the Tender Documents

The documents may be consulted during business hours at the Secretariat of the Mayor's Office of the City of Ngaoundéré, upon publication of this notice. The electronic version of the tender documents can be consulted on the COLEPS platform at <http://www.marchespublic.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as well as on the ARMP platform.

11. Acquisition of the Tender Documents

The physical version of the tender documents may be obtained from the Secretariat of the Mayor's Office of the City of NGAOUNDERE and/or the Technical Directorate, upon publication of this notice, upon payment of a non-refundable tender document acquisition fee of seventy five (75,000) FCFA francs payable to the Municipal Revenue of the Urban Community of Ngaoundéré.

The electronic version of the tender documents may also be downloaded free of charge from the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the DAO purchase fee.

12. Submission of Bids

Each bid must be written in French or English.

- For online submission, the bid must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than 1:00 p.m. on ~~17 JUIN 2025~~ 17 JUIN 2025. A backup copy of the bid and a copy of the financial bid, clearly and legibly labeled "Sample Bid," recorded on a USB flash drive or CD/DVD, must be sent in a sealed envelope and deposited with the Mayor's Office of the City of Ngaoundéré no later than 1:00 p.m. on 17 JUIN 2025 with the following reference:

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS NO.
/AAONO/CUN/DT/CIPM/DT/2025 OF 14 MAI 2025 FOR THE
EXTENSION OF THE PUBLIC LIGHTING NETWORK IN THE CITY OF
NGAOUNDERE, VINA DEPARTMENT, ADAMAOUA REGION.

"To be opened only during the opening session"

The maximum file sizes for documents submitted to the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 4 5 MB for the Administrative Offer;
- 4 15 MB for the Technical Offer;
- 4 5 MB for the Financial Offer.

5. the absence of a sworn declaration of non-abandonment of contracts over the last three years;
6. the absence of a quantified unit price in the financial offer;
7. the absence of an element of the financial offer (the tender, the BPU, the DQE);
8. Failure to comply with the bid file format for online bidding
9. The absence of the dated and signed charter of integrity;
10. The absence of the dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses;
11. CCAP and Technical Specifications (TSS) initialled on each page and signed on the last page with the words "read and approved".

15.2. Essential criteria

The criteria will relate to:

1. The presentation
2. The company's references in similar projects
3. The Proposed Methodology and its Adequacy with the Terms of Reference
4. Qualifications and Competencies of Key Personnel
5. Turnover and Financial Solvency
6. The Material

N.B: Any public official listed among the staff of a bidder and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Administration, will be considered invalid.

16. Attribution

The contract will be awarded to the tenderer who has submitted a tender that is essentially in line with the Tender Documents, (having the technical and financial capacities required to perform the contract satisfactorily) and whose tender has been evaluated the lowest bidder, taking into account, where applicable, the discounts offered.

17. Duration of the offers

Bidders remain bound by their bids for one hundred and twenty (120) days from the deadline set for the submission of bids

18. Additional information

Additional information can be obtained during working hours at the Secretariat of the Mayor of the City of Ngaoundere, or online on the COLEPS platform at the <http://www.publiccontracts.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> addresses or any other means of electronic communication indicated by the project owner.

19. Fight against corruption and bad practices

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP at



Done in Ngaoundéré, the

14 MAI 2025

Bobba Salihou

The following formats are accepted:

4 PDF format for text documents;

4 JPEG for images.

The candidate will ensure the use of compression software to reduce the size of the files to be submitted.

13. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following will be inadmissible by the Project Owner:

- Envelopes bearing the identity of the bidders;
- Envelopes received after the submission deadlines;
- Envelopes without the identity of the Call for Tenders;
- Envelopes that do not comply with the submission method;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RPAO or offering only copies;

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Call for Tenders Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid bond in accordance with the model in Article 9 of this notice and issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the models of the documents in the Call for Tenders Documents, will result in the outright rejection of the offer without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14. Opening of Bids

Bids will be opened in one session.

The opening of administrative, technical, and financial bids will take place on at 2:00 p.m. by the Internal Procurement Commission of the Urban Community of Ngaoundéré in the Commission's deliberation room, located at the Urban Community.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a joint venture.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be submitted in original form or in copies certified by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be dated within the last three (03) months from the original bid submission date or have been prepared after the date of signature of the call for tenders.

If a document from the administrative file is missing or non-compliant during the bid opening after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1. Elimination criteria

The eliminatory criteria are:

1. the absence or non-compliance of the bid bond in accordance with the texts in force at the opening of the bids;
2. the non-production beyond 48 hours after the opening of the tenders, of a document in the administrative file deemed non-compliant or absent (except for the tender bond);
3. false statements, fraudulent practices or falsified documents;
4. more than one essential criterion that is not satisfactory;